

## **Bruxelles, 5 et 6 juin 2018 European Development Days**

### **Comment les femmes font de l'aide étrangère un réel outil de lutte contre la pauvreté.**

Les journées européennes du développement sont organisées chaque année depuis 2006 par la Commission européenne et rassemblent des acteurs du développement de tous horizons : chefs de gouvernements et hommes/femmes politiques d'ici et d'ailleurs, organisations non-gouvernementales mondiales ou locales, représentants d'institutions internationales, journalistes venant de plus de 140 pays et représentant 1200 organismes de tous les secteurs du développement, défense des droits de l'homme et de l'aide humanitaire ; des animateurs de jeunesse du monde entier sont invités à faire connaître leur vision de l'avenir.

Le thème de cette année est plus actuel que jamais : « Les femmes et les filles à l'avant-garde du développement durable ». C'est dans ce cadre que notre réseau IDAY (International Day of the African Child and Youth)<sup>1</sup> a animé un « lab-debate » sur le rôle des femmes et des filles comme acteurs de l'amélioration de l'efficacité de l'aide étrangère.

Le panel était composé de plusieurs personnalités remarquables pour leur action dans la cause des femmes dans le cadre de la coopération au développement : Hauwa Ibrahim, prix Sakharov 2005, Caroline Heider, Directrice de l'Institution Evaluation Group et Vice-Présidente de la Banque Mondiale, Hendrina Doroba, Présidente du Forum of African Women Educationalists (FAWE), Heidi Hautala, Députée du Parlement européen (Finlandaise), Assita Kanko, auteure et initiatrice de POLIN, organisation aidant les femmes de la diaspora africaine à s'engager dans la politique européenne, et la jeune Diwad Samad représentante du groupe de jeunes des EDD, qui a fait bénéficier l'assistance de son expérience en matière d'aide internationale en Afghanistan.

« L'aide étrangère telle que pratiquée jusqu'à présent, non seulement ne contribue pas à réduire la pauvreté dans les pays récipiendaires, mais elle ralentit la croissance économique et donc la lutte contre la pauvreté » démontre en introduction Jean-Jacques Schul, Président d'IDAY-International et modérateur du débat. Il arrive à cette constatation sur base de son expérience théorique et pratique de 50 ans dans le financement du développement et une lecture approfondie des traités sur le sujet, rédigés par d'éminents experts économistes et anthropologues. Rappelons aussi que plusieurs femmes ont dénoncé les défaillances de l'aide étrangère : Judith Tandler, Brigitte Erler, Dambisa Moyo, Nadia Molenaers, pour ne citer qu'elles.

En Afrique comme ailleurs les femmes représentent environ la moitié de la population, elles sont très souvent porteuses d'un développement équitable et durable au sein de leur communauté. Leur implication plus active dans l'utilisation de l'aide étrangère est donc non seulement un droit, mais une condition nécessaire à l'amélioration de l'efficacité de l'aide.

Parmi les nombreuses propositions des membres du panel, les plus originales furent :

1. « Connecter » : agir par le biais de collectivités locales plutôt que par le biais d'organisations individuelles pour renforcer la capacité de la société civile locale d'influencer leur gouvernement
2. « Intégrer » : soutenir une éducation fonctionnelle et inclusive qui répond aux besoins des populations plutôt qu'une éducation calquée sur les normes des donateurs ;
3. « Empower » : Faire confiance aux membres de la société civile locale et aux mères comme vecteurs des valeurs à respecter dans toute action impliquant des changements ;

---

<sup>1</sup> Un réseau de 600 organisations de la société civile africaine regroupées en 19 coalitions nationales pour promouvoir l'éducation de base de qualité pour tous par un dialogue constructif avec leur gouvernement.

4. « Synergies » : Rapprocher la société civile de leur gouvernement par des investissements en renforcement des capacités de cette société civile, plutôt que mener des actions en substitution aux gouvernements défaillants.

Il s'agit donc d'intégrer davantage les femmes dans la promotion des idées émanant de la société civile locale, soutenue par IDAY depuis sa création.

En réponse aux questions des participants, Maître Ibrahim, avocate nigériane, évoqua sa participation à l'effort de recherche des écolières enlevées par Boko Haram. Elle a ainsi dénoncé les moyens coûteux et inefficaces proposés par les donateurs étrangers en comparaison à l'approche locale consistant à faire intervenir les mères d'agents de Boko Haram emprisonnés. Avec émotion, elle rappela que la situation de l'éducation dans son pays est aujourd'hui pire que de son temps. Pour changer la situation, il faut éviter les grandes ONG internationales qui maintiennent les mêmes lignes directrices et plutôt créer des solutions avec des nouveaux partenaires (*out of the box*) car de ces nouvelles collaborations émergeraient des idées innovantes et plus proches de la réalité.

Madame Doroba se plaignit aussi du nombre excessif d'intervenants « qui œuvrent en solitaire au détriment d'une collaboration effective entre ONG » et Madame Heider d'insister en recommandant une « approche plus communautaire » de la part de la société civile.

La détérioration de la qualité de l'éducation en Afrique – comme dans le monde d'ailleurs – est dénoncée par de nombreuses instances internationales dont la Banque Mondiale et est une preuve supplémentaire de l'échec de l'aide étrangère. Madame Hautala se référa à ce sujet au rapport accablant d'une association membre d'IDAY-Guinée révèle que seuls 6% des filles des zones rurales de ce pays terminent leurs primaires. Selon cette organisation, les femmes africaines sont des « esclaves socio-économiques ».

Madame Kanko recommande d'investir dans les forces locales plutôt de se focaliser sur les insuffisances telles que perçues par les intervenants étrangers mais qui ne correspondent pas nécessairement à la priorité des femmes sur place.

En conclusion, pour commencer, les instances officielles doivent reconnaître l'échec de l'aide étrangère telle que menée actuellement pour qu'elles adoptent des idées innovantes impliquant plus les femmes. Ensuite, il faut passer des mots aux actes. Le modérateur rappela que de nombreuses conférences internationales sur le rôle des femmes se sont tenues depuis celle de 1970 à Mexico City et que ce genre d'événement est plus productif de belles paroles que d'actes. Aussi invita-t-il les participants à d'une part poursuivre la discussion en envoyant leurs suggestions à IDAY (mail : [info@iday.org](mailto:info@iday.org)) et d'autre part à veiller à ce que les collectivités de femmes africaines soient systématiquement intégrées dans la conception, la réalisation, le suivi et l'évaluation des actions de développement financées par l'aide étrangère.

« Il est temps de passer des mots à l'action ».

L'équipe IDAY.

Cc : Membres du Panel, EDD, Dirigeants des principales institutions internationales de coopération au développement et de plusieurs Agence d'aide bilatérale, agences de presse ; coalitions d'IDAY-International.